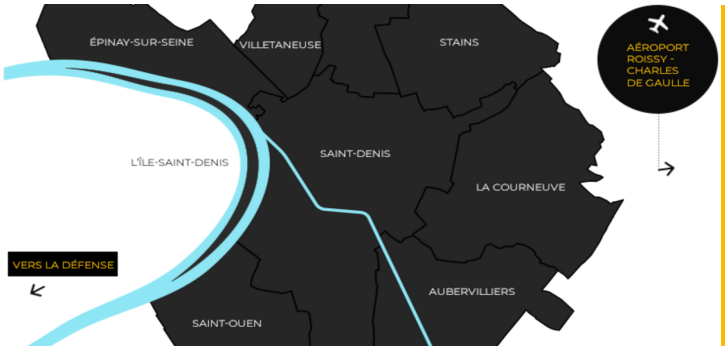
Plaine Commune : empreinte carbone de l'alimentation du territoire



Pour : Plaine Commune
Date : 2024
Partenaires : INDDIGO
Région : Île-de-France - **Domaine :** Alimentation

Évaluer l'impact carbone direct et indirect de l'alimentation sur le territoire de Plaine Commune

Contexte

L'établissement public territorial (EPT) Plaine Commune a mené une révision anticipée de son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET). Solagro en partenariat avec INDDIGO a été sollicité principalement sur le scope 3 du projet afin d'évaluer l'impact carbone direct et indirect de l'alimentation sur le territoire, en tenant compte des spécificités locales identifiées dans le projet alimentaire, entre autres un taux de précarité alimentaire particulièrement important, et des actions ambitieuses déjà mises en place sur la restauration collective.

Objectifs

La mission avait pour objectifs :

- L'évaluation de la trajectoire carbone et l'élaboration de scénarios de décarbonation contrastés

- Permettre aux élus d'arbitrer sur des objectifs de décarbonation sectoriels.

- Former deux agents de Plaine Commune aux méthodes d'élaboration de bilan carbone et de trajectoire carbone.

Déroulement

Solagro a produit dans un premier temps un diagnostic permettant de faire un état des lieux de l'empreinte carbone actuelle de l'alimentation sur le territoire.

Ensuite Solagro a élaboré des hypothèses d'évolution à partir de l'exercice prospectif de l'ADEME Transitions 2050.

Solagro a ainsi proposé des leviers de décarbonation et des pistes d'actions en fonction des différents scénarios.

Résultats

Les travaux réalisés ont permis de dessiner une trajectoire cohérente avec la SNBC tout en intégrant l'augmentation de la population, et de montrer les actions les plus efficaces pour y parvenir : la diminution de la consommation de viande en premier lieu, pour les habitants et dans la restauration commerciale, puis la baisse du gaspillage et l'évolution des pratiques agricoles.
Le focus sur la restauration collective a permis de mettre en avant le caractère plus vertueux des repas servis par les collectivités, et les marges de réductions d'émissions indirectes potentielles dans ce secteur.